

EN INDE ET AU KIVU

Aux côtés des femmes violentées

« Non aux brutalités et aux tortures faites aux femmes ! »

Des réactions commencent à se faire entendre en Inde et en Afrique centrale.



© VAZIEI

STATUT DES FEMMES INDIENNES.

Rares sont celles qui déposent plainte pour les viols, car elles n'aboutissent pas.

Pour la population de New Delhi, c'en était trop. L'ignoble viol collectif d'une étudiante au fond d'un bus a suscité une énorme colère. La police et les autorités ont été accusées de ne pas prendre au sérieux les plaintes pour viols et de ne pas chercher à en punir leurs auteurs. Car dans la capitale indienne, jusqu'à 90% des victimes de crimes violents se rapportent à des femmes. Comment la plus grande démocratie du monde en est-elle arrivée

là, alors que nantie d'un cadre juridique patiemment construit ? Depuis l'indépendance, l'Inde a en effet progressivement adopté des mesures de protection et de justice envers les femmes. Il y a notamment le code de la famille qui date de 1956 et l'interdiction promulguée cinq ans plus tard du paiement de la dot, coutume qui hélas persiste illégalement. Les fonctions administratives et exécutives au gouvernement ont été ouvertes aux femmes, lesquelles sont entrées progres-

sivement sur le marché du travail, notamment dans les emplois d'ingénieurs en haute technologie.

L'abbé Pierre Gillet a passé quinze ans en Inde et y retourne régulièrement pour l'ONG *Entraide et Fraternité*. Il porte un regard critique sur la situation : « J'ai vu comment les femmes indiennes sont soumises à leur mari et doivent s'occuper de la maison sans broncher. Les femmes de basse-caste et les dalits y sont cependant mieux cantonnées que les autres, car elles

travaillent, bien que mal rémunérées. Généralement, les jeunes mariées rejoignent la famille du mari à qui la dot est payée et obéissent à la belle-mère. En ville, la situation féminine évolue et les femmes commencent à quitter leur ménage pour travailler. Lors des récents mouvements populaires, ce sont très probablement les étudiantes et les femmes de classe moyenne qui se sont mises en colère, car elles étaient harcelées depuis longtemps, surtout dans les autobus, principal moyen de locomotion en Inde. Elles se regroupent dans les zones prévues pour elles, mais réclament régulièrement des protections contre le « Eve teasing », euphémisme utilisé en Inde, qui fait référence à l'Eve biblique et induit la responsabilité des femmes comme tentatrices. Rares sont celles qui déposent plainte pour les viols, car elles n'aboutissent pas. »

À TOUTE ALLURE VERS LE PROGRÈS

Dans ses 28 états, l'Inde a intégré diversement le XXI^e siècle. Mais comme dans la plupart des pays émergents, le grand défi reste de parer à la destruction des liens et au moindre contrôle social découlant de l'exode des campagnes,

avec les conséquences de pauvreté qui s'en suivent. À quoi s'ajoute la fascination que suscitent le modèle économique occidental et la rapacité de multinationales prédatrices. Autant de raisons qui mènent vers une Inde en plein développement, mais désorientée. Conséquence : il y persiste une violence continue, enracinée à des archaïsmes très puissants. Le pays reste engoncé dans des mentalités patriarcales, des systèmes de castes très hiérarchisés, la glorification du garçon, les foeticides de filles (29 millions de femmes manquent aujourd'hui en Inde) et les mariages arrangés. La sexualité omniprésente dans les médias rajoute à la vision ambivalente envers la femme à la fois vénérée, crainte, désirée et dépréciée.

Si toutes les sociétés grandissent par des rapports de force, l'une des plus persistantes est la domination des hommes sur les femmes. Les Indiens semblent décidés à lui faire un sort, modernité oblige. C'est crucial pour que ce fascinant pays prenne la place convoitée de grande puissance.

Godelieve UGEUX

KIVU : DUR, DUR D'ÊTRE FEMME !

La position des femmes n'est pas plus heureuse au Kivu (dans l'Est de la République Démocratique du Congo), là aussi lieu de violence. L'abbé Pierre Gillet témoigne : « *Ce sont elles qui portent les charges (eau, bois, etc.). À Shabunda, ville de 60.000 habitants, l'initiation en forêt des jeunes gens entretient une culture traditionnelle largement basée sur le machisme. Ils en reviennent une fois la blessure de la circoncision cicatrisée, méconnaissables pour leur mère. Pourtant, en Afrique, c'est le mari qui donne la dot et la femme représente une valeur de travail. Mais dans les zones de guerre, démolir les femmes, c'est comme casser les œufs dans les nids d'oiseaux, c'est détruire le pays conquis.* » (G.U.)

« LAISSEZ-NOUS VIVRE ! »

En Afrique, et spécialement au Kivu, voici des années qu'aux violences internes à leur propre société, les habitants sont frappés par celles découlant de conflits successifs. Aussi, un Groupe Chrétien de Réflexion et d'Action (GCRA) a-t-il consacré à ces drames un séminaire en juillet 2012 à Bukavu, avec interventions d'acteurs de terrain et d'experts, locaux et étrangers, dont le docteur Mukwenge, qui s'est réfugié récemment en Belgique. De cette rencontre, appuyée notamment par le Conseil Œcuménique des Églises et Caritas international, est sorti le riche document *Laissez-nous vivre !* On y trouve une série de lettres, des propositions destinées aux communautés chrétiennes, ainsi que des fiches bibliques et pastorales. Les lettres s'adressent successivement à Dieu, aux femmes enceintes des suites d'un viol, à leurs époux et enfants, aux jeunes, aux hommes d'Église, aux familles et communautés, mais aussi aux agresseurs. À ces derniers, il est notamment écrit ce qui suit : « *Il ne serait pas juste de vous réduire à vos actes (...). Vous n'êtes pas que cela ; maintenant, il vous appartient de le dire, de le prouver. Il vous appartient de redevenir pleinement des hommes...* » Cette démarche œcuménique est aussi comme un appel à s'engager adressé à différents acteurs étrangers plus ou moins proches. (G.U.)